

Brochure n° 3325

**Convention collective régionale**

IDCC : 2489. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES  
ET ASSIMILÉES DE LA VENDEE**

---

**AVENANT DU 25 MARS 2008**  
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET0850632M

IDCC : 2489

---

Entre :

L'union des industries métallurgiques de la Vendée,

D'une part, et

La CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Par le présent accord, les parties signataires manifestent leur volonté de mettre en place au sein des entreprises de la métallurgie vendéenne un régime de prévoyance à caractère collectif et obligatoire.

Conscients de l'intérêt d'assurer une protection sociale complémentaire des salariés et de leur famille, le cas échéant, les parties signataires affirment la nécessité de responsabiliser tous les acteurs de l'entreprise en prévoyant un cofinancement à part égale entre le salarié et l'employeur.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord s'applique à l'ensemble des entreprises de la métallurgie vendéenne visées à l'article 1<sup>er</sup> de la convention collective des industries métallurgiques et assimilées de la Vendée.

## **Article 2**

### *Bénéficiaires*

Le présent accord s'applique en faveur des mensuels ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise et qui ne bénéficient pas de la cotisation prévue à l'article 7 de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947.

## **Article 3**

### *Participation de l'employeur*

L'employeur consacrera au régime de prévoyance, pour chaque salarié visé à l'article 2 du présent accord, au minimum une cotisation forfaitaire annuelle de 46,20 € pour une année complète de travail.

Elle sera réduite, *pro rata temporis*, pour les salariés soumis à un horaire de travail effectif inférieur à la durée légale du travail, ainsi que pour ceux dont la condition d'ancienneté a été remplie en cours d'année ou dont le contrat de travail a pris fin en cours d'année.

L'employeur répartira mensuellement cette cotisation forfaitaire.

En contrepartie de sa participation, l'employeur mettra en place un régime de prévoyance couvrant le risque incapacité de travail et/ou invalidité.

En cas d'augmentation du montant des cotisations imposées par l'organisme prestataire, l'employeur pourra ajuster les prestations afin qu'elles correspondent à sa participation financière obligatoire telle que définie ci-dessus, sous réserve du respect du principe de cofinancement à part égale entre le salarié et l'employeur.

## **Article 4**

### *Participation du salarié au risque décès*

Chaque salarié bénéficiaire défini à l'article 2 du présent accord consacrera au financement du risque décès (capital-décès et/ou rente éducation) au minimum une cotisation forfaitaire annuelle de 46,20 € pour une année complète de travail.

Elle sera réduite, *pro rata temporis*, pour les salariés soumis à un horaire de travail effectif inférieur à la durée légale du travail, ainsi que pour ceux dont la condition d'ancienneté a été remplie en cours d'année ou dont le contrat de travail a pris fin en cours d'année.

L'employeur précomptera mensuellement cette cotisation forfaitaire.

En cas d'augmentation du montant des cotisations imposées par l'organisme prestataire, l'employeur pourra ajuster les prestations afin qu'elles correspondent à la participation financière obligatoire du salarié telle que définie ci-dessus, sous réserve du respect du principe de cofinancement à part égale entre le salarié et l'employeur.

## **Article 5**

### *Caractère obligatoire*

La cotisation forfaitaire annuelle à la charge de l'employeur définie par le présent accord s'imputera sur toute cotisation affectée par l'employeur à un

régime de protection sociale supplémentaire quel qu'il soit, existant dans l'entreprise (exemples : régime de prévoyance et/ou un régime de complémentaire santé et/ou un régime de retraite supplémentaire et/ou plan d'épargne retraite collectif [PÉRCO], etc.).

Tout employeur participant au financement d'un ou de plusieurs de ces régimes de protection sociale supplémentaire à la date d'effet du présent accord pour un montant au moins égal à celui défini à l'article 3 ci-dessus sera réputé satisfaire aux obligations définies par le présent accord dans son ensemble, que le salarié participe ou non au régime existant. L'employeur et le salarié seront alors dispensés de verser la cotisation forfaitaire fixée aux articles 3 et 4 du présent accord.

## **Article 6**

### *Evolution des cotisations*

La cotisation forfaitaire annuelle définie aux articles 3 et 4 du présent accord sera indexée sur l'évolution de la valeur du point (RMH) conclue par accord tel que prévu par l'article 32 de la convention collective des industries métallurgiques et assimilées de la Vendée.

L'augmentation sera effective au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant la signature de l'accord portant revalorisation de la valeur du point (RMH) et conclu l'année précédente.

## **Article 7**

### *Libre choix du prestataire*

L'employeur choisira librement l'organisme prestataire.

A titre purement indicatif, les parties signataires ont cependant souhaité annexer au présent accord une liste non exhaustive d'organismes de prévoyance.

## **Article 8**

### *Information des salariés*

La mise en place d'un régime de prévoyance, en application du présent accord, sera précédée d'une information et d'une consultation du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel qui porteront notamment sur les risques couverts, les prestations garanties et la désignation de l'organisme prestataire.

L'employeur remettra à chaque bénéficiaire et à tout nouvel embauché une notice d'information détaillée définissant notamment les garanties et leurs modalités d'application. Il en sera de même lors de chaque modification de garanties.

## **Article 9**

### *Suivi du régime de prévoyance*

L'application et l'évolution du présent régime seront examinées chaque année à l'occasion d'une commission de suivi *ad hoc* intégrée à l'une des commissions paritaires semestrielles.

Tous différends et réclamations collectifs relatifs à l'application du présent accord qui n'auront pu être réglés au niveau des entreprises seront soumis par la partie la plus diligente à une commission paritaire de conciliation en vue d'un règlement à l'amiable du litige.

Les règles de composition et de fonctionnement de ladite commission de conciliation sont identiques à celles fixées à l'article 20 de la convention collective des industries métallurgiques et assimilées de la Vendée.

## **Article 10**

### *Durée et date d'effet*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le régime de prévoyance défini ci-dessus prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant la date de parution au *Journal officiel* de l'arrêté portant extension du présent accord si cette parution survient entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin.

Le régime de prévoyance défini ci-dessus prendra effet le 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivant la date de parution au *Journal officiel* de l'arrêté portant extension du présent accord si cette parution survient entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre.

## **Article 12**

### *Dépôt*

Le présent accord est établi en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des organisations syndicales signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 25 mars 2008.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

---

### Liste indicative d'organismes de prévoyance

Les parties rappellent que, conformément à l'article 7 de l'accord du 25 mars 2008 relatif à la prévoyance, l'employeur choisira librement l'organisme prestataire.

Cependant, à titre purement indicatif, les parties signataires ont souhaité établir une liste non exhaustive d'organismes de prévoyance.

Cette liste présentée par ordre alphabétique fait l'objet de la présente annexe :

- AG2R ;
- AGF ;
- Bayard ;
- Harmonie mutualité ;
- IONIS Prévoyance ;
- IPGM Mornay ;
- MACIF ;
- Malakoff URRPIMMEC ;
- Mederic Prévoyance ;
- Novalis Prévoyance ;
- Reunica Prévoyance ;
- UNPMF ;
- Vauban Humanis.